

RENOVATION DE SALLES DE COURS AU CAMPUS DE LA CCI EURE-ET-LOIR

1, avenue Marcel PROUST – 28 000 CHARTRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



1^{ER} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Intervenants	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 – Durée.....	5
6 - Délais d'exécution	5
6.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	6
6.2 - Délai d'exécution	6
6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	6
7 - Prix.....	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
7.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7.3 – Sous traitance	7
7.4 - Répartition des dépenses communes	8
8 - Garanties Financières.....	8
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
10 - Modalités de règlement des comptes	9
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10.5 - Paiement des sous-traitants	10
10.6 - Approvisionnement.....	10
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11.1 - Généralités	11
11.2 - Implantation des ouvrages	12
11.3 - Préparation et coordination des travaux.....	12
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	12
11.3.2 - Registre de chantier.....	12
11.4 - Etudes d'exécution.....	12
11.5 - Installation et organisation du chantier.....	12
11.5.1 – Accès au chantier	12
11.5.2 - Installation de chantier	12
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	13
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	13
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
11.6.3 - Production de procès-verbaux et certificats des matériels et matériaux.....	13
11.6.4 - Documents à fournir après exécution	13
11.7 - Réception des travaux.....	13
11.7.1 - Dispositions applicables à la réception.....	13
11.7.2 - Réception partielle.....	13
11.7.3 - Epreuves concluantes	13
12 - Garantie des prestations	14
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
14 - Pénalités	14
14.1 - Pénalités de retard	14
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	14

14.4	- Autres pénalités spécifiques.....	15
15	- Assurances	15
16	- Clause de réexamen	15
17	- Résiliation du contrat	16
17.1	- Conditions de résiliation	16
17.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	16
18	- Règlement des litiges et langues	17
19	- Clauses complémentaires	17
20	- Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la rénovation du système de contrôle d'accès et du système d'alarme anti-intrusion.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

Le marché est composé d'une tranche ferme et de trois tranches optionnelles.

Tranche ferme : Mise en place du nouveau système de contrôle d'accès et d'alarme anti-intrusion

Tranche optionnelle 1 : Tablettes de réservation

Tranche optionnelle 2 : Béquilles autonomes

Tranche optionnelle 3 : Contrat de maintenance

Les tranches optionnelles 1 et 2 pourront être affermies par courrier en recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent contrat.

La tranche optionnelle 3 pourra être affermie par courrier en recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur jusqu'à 15 jours avant la fin de parfait achèvement.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122- 7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les plans ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;

3 – Intervenants

Maîtrise d'ouvrage (MOA) :

CCI EURE-ET-LOIR

5bis, avenue Marcel PROUST CS 80062

28 008 CHARTRES CEDEX

Assistant à Maîtrise d'ouvrage (AMO) :

Delta T° Conseils

« Le Hangar » Créalab

43 rue d'Alger

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- Travaux.

En complément de l'article 5.2 du CCAG et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent contrat.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant des informations saisies.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 – Durée

Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à la fin des garanties prévues dans les documents contractuels.

En cas de prise d'un contrat de maintenance par le pouvoir adjudicateur, le marché sera renouvelé pour une nouvelle période d'un an à compter de la fin de la garantie de parfait achèvement, renouvelable tacitement 3 fois un an.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Délais d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 10 semaines (hors période de préparation d'une durée de 1 mois, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux).

Cependant, il est impératif que les travaux soient terminés le 05/01/2026.

L'entrepreneur sera tenu de respecter les délais d'exécution des travaux (DATE DE RECEPTION) qui seront définitivement convenus à la signature de son Marché, sous peine d'application des pénalités prévues ci- après.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai sera établi par le calendrier détaillé d'exécution.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Il n'est prévu aucune journée supplémentaire pour cause d'intempérie.

6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier prévisionnel général

- A) Information d'attribution des candidats : 08/09/2025
- B) Notification des marchés : 17/09/2025
- C) OS prescrivant le démarrage des travaux : 17/09/2025
- D) Démarrage des travaux : 20/10/2025
- E) Fin des travaux : 05/01/2026

Calendrier détaillé d'exécution

F) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'AMO, après consultation auprès du titulaire.

Ce calendrier indique la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution.

G) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux.

H) Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, l'AMO peut modifier le calendrier détaillé d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et de bon fonctionnement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes pour la tranche ferme et sont actualisables pour les tranches optionnelles par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Tranches optionnelles 1 et 2 : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$

Tranche optionnelle 3 : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT\ IME (n) / ICHT\ IME (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au moment de l'affermissement de la tranche optionnelle.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Les prix pour la tranche optionnelle 3 pourront être révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT\ IME (n) / ICHT\ IME (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence à la date d'anniversaire du contrat de maintenance.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
BT47	Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 Identifiant 001710979
ICHT IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183

Instructions concernant le calcul de la formule d'actualisation ou de révision :

- Les indices utilisés sont ceux tels que décrits dans le présent article sans modification ni arrondi.
- La formule de révision est calculée sans arrondi intermédiaire. Le résultat du calcul est le coefficient de révision, il est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :
si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.
si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé sauf si la 5ème décimale ou suivante est supérieure à 0.

La révision ne s'applique pas aux pénalités.

7.3 – Sous traitance

La sous-traitance sera limitée à un seul niveau. Le sous-traitant d'un entrepreneur titulaire du marché ne pourra sous-traiter à nouveau tout ou partie de son marché pour lequel il a été agréé par le Maître de l'Ouvrage.

A défaut, les paiements dus à "l'entrepreneur" seront suspendus dès lors que le Maître de l'Ouvrage aura eu connaissance d'un sous-traité et jusqu'à communication des contrats de sous-traitance.

Dès qu'il aura eu connaissance d'un sous-traité, le Maître de l'Ouvrage pourra mettre en demeure l'entrepreneur principal de lui communiquer le sous-traité. Le défaut de

communication, sans motif valable, un mois après la mise en demeure, pourra entraîner la résiliation du marché aux frais et risques de l'entrepreneur principal.

La même sanction sera applicable à l'entrepreneur principal qui aura sciemment fourni des renseignements inexacts à l'appui de sa demande d'acceptation du sous-traitant, et de sa demande d'agrément des conditions de paiement figurant dans le sous-traité.

Le sous-traitant aura une action directe contre le Maître de l'Ouvrage si l'entrepreneur principal ne paie pas, un mois après en avoir été mis en demeure.

Dans un tel cas, les obligations de Maître de l'Ouvrage seront limitées aux sommes restantes dues à l'entrepreneur principal à la date de la réception de la copie de la mise en demeure.

L'entrepreneur titulaire du marché sera responsable, vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage, de la Société ou du groupement auquel le marché sera apporté.

Il fournira une copie de la caution bancaire garantissant les paiements aux sous-traitants et faisant apparaître le montant des travaux engagés.

7.4- Répartition des dépenses communes

Sans objet.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10.0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10.0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

10- Modalités de règlement des comptes

10.1- Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés selon les conditions suivantes :

Tranche ferme et Tranches optionnelles 1 et 2 :

- 10% à la commande ;
- 30 %, au démarrage des travaux ;
- 50% à l'avancement, sur situation mensuelle ;
- 10% à la signature du Procès-Verbal de levée des réserves.

Tranche optionnelle 3 :

Facturation mensuelle ou annuelle à terme échu.

10.2- Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou,

- le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123- 221 du code de commerce.

Informations pour la facturation électronique

Entité de facturation : Chambre de Commerce et d'Industrie
Client appartenant à l'Etat (OUI) : Etablissement public et administratif
N° SIRET : 182 800 011 00104
N° SE (Code du service exécutant) : pas de code service

10.3- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10.6- Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être

effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Généralités

L'entrepreneur est tenu d'employer les espèces et qualités de matériaux, matériels et fournitures prescrits par le Maître d'ouvrage. Tous les produits, matériels et fournitures, imposés ou demandés équivalents ou similaires dans les spécifications du marché devront recevoir l'approbation du Maître d'ouvrage.

La présentation des échantillons des matériaux, matériels et fournitures devra être faite en fonction du calendrier d'exécution et des délais de fabrication.

A la suite de cette présentation, le Maître d'ouvrage fixera son choix dans un délai de dix jours ouvrables. S'il estime qu'il n'y a pas similitude (ou équivalence) de qualité et de norme entre les produits présentés et ceux prescrits par le devis descriptif, l'entrepreneur sera tenu de fournir ces derniers.

Les produits retenus seront entreposés dans un local aménagé à cet effet et n'en seront retirés qu'après la réception des travaux ou, le cas échéant, la levée des réserves notifiées lors de la réception.

Les locaux étant occupés pendant la durée des travaux, l'entrepreneur devra prévoir tous les ouvrages de protection et de phasage.

Une attention particulière sera à observer concernant le déroulement des travaux en site occupé :

- Pour la suite de l'exécution des travaux, l'accès chantier et l'accès usagers seront matérialisés par des garde-corps, rubalise, panneaux indicateurs, protection des revêtements de sols et murs existants conservés et tous autres moyens nécessaires.
- L'entrepreneur devra les installations de chantier concernant ses branchements électriques.
- L'entrepreneur devra les installations de chantier concernant ses évacuations et rejets à l'égout.
- L'entrepreneur devra la protection des sols de l'ensemble des parties, par film polyane et devra remplacer cette protection autant de fois que nécessaire et sur simple demande du Maître d'ouvrage.
- L'entrepreneur devra à sa charge toute protection complémentaire nécessaire à la bonne exécution de ses travaux.
- La cadence des tâches, la planification et l'organisation du chantier seront imposées par le Maître d'Ouvrage et devront en tout point être respectées par l'ensemble des intervenants et ce sans restriction.
- L'entrepreneur aura à sa charge les accès chantier, et les heures privilégiées de retrait et d'amenée des bennes.

L'entrepreneur devra prendre toutes ses dispositions pour répondre à ces exigences et ce dans le cadre de son marché forfaitaire et sans supplément de prix.

Les travaux se feront pendant les heures et jours prévus au Règlement Sanitaire Départemental titre V102-7 et conformément aux éventuels arrêtés préfectoraux pris en faveur de la protection contre le bruit.

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur.

Une attention particulière sera portée concernant les nuisances occasionnées en site occupé.

Pendant toute la durée des travaux, chaque entreprise présente sur site, sera responsable à plein temps, de répondre aux questions ou exigences que le propriétaire pourrait demander, des conséquences des travaux.

11.2- Implantation des ouvrages

Sans objet

11.3- Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 1 mois à compter du début de ce délai.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation du titulaire, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'ouvrage, en concertation avec le titulaire, au plus tard dix jours après la notification du marché. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service.

S'il y a co-activité, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

11.3.2 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier pour ces travaux.

11.4- Etudes d'exécution

Conformément à l'article 29.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail.

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

11.5- Installation et organisation du chantier

11.5.1 – Accès au chantier

Les accès seront définis conjointement, au démarrage du chantier, par le MOA.

11.5.2 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

L'entreprise fera son affaire dans la gestion de ses déchets.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.6.3 - Production de procès-verbaux et certificats des matériels et matériaux

Les délais de remise des certificats, procès-verbaux, certificats des matériaux nécessaires à l'élaboration du dossier technique exploitant ERP et pour l'élaboration du RVRAT du contrôleur technique le cas échéant, seront définis par le Maître d'ouvrage sans aucune contestation possible de la part de l'Entrepreneur concerné.

11.6.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : pdf et dwg si besoin et au format physique numérique (CD ou Clé USB).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11.7- Réception des travaux

11.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

11.7.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

11.7.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

12 - Garantie des prestations

Cf article 1.5 du CCTP.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300 €, par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG- Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. L'application d'une pénalité n'exclut par la résiliation pour faute prévue au CCAG-Travaux.

14.3- Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
En cas d'absence aux rendez-vous d'études préparatoires, de chantier ou de coordination	Forfaitaire	100,00 €	Par constatation et sans mise en demeure
Retard dans la remise des plans ou documents	Forfaitaire	200,00 €	Par jour calendaire de retard
Protection non efficace ou absente	Forfaitaire	200, 00 €	Par constat, 12 heures après la mise en demeure non respectée du CSPS
Retard dans la production de procès-verbaux et certificats des matériels et matériaux	Forfaitaire	200,00 €	Par jour calendaire de retard

Non remise des documents demandés dans le cadre de l'exécution du marché	Forfaitaire	150,00 €	Pénalités par document manquant et par jour de retard
Non retrait des déchets	Forfaitaire	50,00 €	Pénalités par constatation sans mise en demeure

Ces pénalités sont cumulatives.

14.4 - Autres pénalités spécifiques

En cas de retard dans les délais de livraison ou de levée des réserves ou d'expertises, les frais supportés par le Maître de l'Ouvrage du fait de la prolongation des missions du Coordonnateur de santé et sécurité et du Bureau de Contrôle seront répercutés à l'entreprise concernée ou à l'ensemble des entreprises concernées au prorata du montant de leur marché.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. Dans le cas d'une demande de réexamen basée en partie sur l'évolution des cours de l'énergie, le titulaire devra, entre autres, justifier qu'il a pris des mesures pour réduire sa consommation énergétique. Il devra fournir tous les justificatifs qu'il jugera utiles. Le pouvoir adjudicateur pourra demander d'autres justificatifs au besoin, et contrôlera les informations communiquées.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- La hausse des matières premières impliquant des difficultés techniques et/ou financières d'approvisionnement ;
- Une évolution réglementaire ou normative en cours d'exécution du marché :
 - Une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels ou des prestations, et/ou en l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires, options ou prestations non prévus. En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations.
- Des circonstances imprévisibles :
 - Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemples : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer :
 - Une modification des références initiales de produits par des références conformes aux conditions et normes identiques au présent marché ;
 - Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final ;
 - Une modification des délais contractuels ;
 - Une modification des prix initiaux ou résultant de l'application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit du titulaire ;
- Une modification des prestations à réaliser.

Ces modifications peuvent prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire

a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

Par dérogation à l'article 12-4-4 du CCAG-Travaux, lorsque le pouvoir adjudicateur ne notifie pas le décompte général dans les 30 jours et que le titulaire notifie un projet de décompte général signé, l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans les 10 jours ne correspond pas à une acceptation tacite du décompte général et définitif. Le décompte général doit être notifié par le pouvoir adjudicateur pour devenir définitif.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.7.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG – Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 19 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG – Travaux